

7^{ème} Congrès de la FNME-CGT – Clermont-Ferrand - 14 au 18 mars 2022

Rapport d'ouverture

Présenté par Sébastien MENESPLIER, le 14 mars 2022

Chers Délégués au 7^{ème} Congrès Fédéral,

Préambule

Avec un immense plaisir, je me sou mets à l'exercice de vous présenter le rapport d'ouverture du 7^{ème} Congrès Fédéral. Il doit être une aide pour nous projeter collectivement dans un contexte décrit et analysé pour aller de l'avant dans notre action syndicale au quotidien.

Avant tout chose, je tiens à saluer les Camarades de la Région Auvergne-Limousin et le Syndicat Énergies 63 qui ont œuvré pour l'organisation et la tenue de ce 7^{ème} Congrès Fédéral. Ce n'est pas terminé, les Camarades seront actifs toute la semaine pour parfaire votre accueil, chaque jour, dans les meilleures conditions.

Nous arrivons au terme d'une mandature inédite de cinq années. Ce 7^{ème} Congrès Fédéral a été reporté à deux reprises, conséquence de la situation sanitaire. Il se tient dans un contexte très particulier de guerre en Ukraine et à seulement un mois des élections présidentielles.

En pleine crise politique, économique et sociale au niveau national mais aussi international, je vous le concède, cela fait beaucoup de sujets à aborder mais je me dois, en tant que Secrétaire Général sortant, d'apporter une analyse globale, lucide et sincère.

1- Je vais donc commencer par aborder le contexte international

Notre 7^{ème} Congrès Fédéral se déroule au cœur d'une actualité internationale dramatique. La guerre est aux portes de l'Europe. La Fédération condamne sans aucune réserve l'invasion de l'Ukraine.

La Fédération adresse son profond soutien aux syndicalistes Russes et Ukrainiens avec qui nous entretenons des relations suivies.

Le contexte international a changé depuis la chute de l'URSS. D'ailleurs à cette période, il était prévu que l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord) disparaisse simultanément après la chute du mur de Berlin. Les intérêts géopolitiques des pays qui la composent font que l'OTAN est toujours existante.

Nous sommes passés d'une coopération ancrée dans une méfiance réciproque entre les deux blocs de l'Est et de l'Ouest à une rivalité exacerbée. Des deux côtés, nous assistons à de gigantesques provocations et démonstrations guerrières via l'installation d'infrastructures militaires de plus en plus nombreuses.

La Fédération condamne le jeu impérialiste des États-Unis via l'OTAN, des Européens et des Russes, dont les discours bellicistes ont fatalement préparé les esprits à la guerre. L'Ukraine représente un enjeu géopolitique qui n'aura échappé ni aux uns ni aux autres. Les grands perdants de cette guerre, comme pour toutes les autres dans le monde, sont les peuples. Les grands gagnants seront les compagnies pétrolières et gazières, sur fond de volonté des États-Unis, de trouver des débouchés à l'exportation de leur gaz de schiste...

Nous devons alerter avec force sur les risques de généralisation de ce conflit.

Les armes doivent se taire immédiatement. Il faut laisser la place à une solution diplomatique plaçant l'aspiration des populations à vivre libres et en paix !

La Fédération tient à exprimer sa solidarité avec tous ces peuples qui souffrent. Notre soutien est aussi destiné à nos Camarades syndicalistes qui luttent pour le progrès et la justice sociale. Toutes les initiatives de solidarité leur donnent la force de poursuivre leur combat. Ils savent qu'ils ne sont pas seuls. Toutes les démonstrations de soutien sont essentielles pour dépasser ces périodes sombres.

Soyons au rendez-vous, chacun à notre niveau et dans nos rôles respectifs. **Toute démarche comptera pour faire grandir l'espoir d'un monde meilleur.**

Cette après-midi, je vous invite à prendre la parole lors du débat sur une motion pour la paix dans le monde. Portons aussi l'exigence d'un désarmement généralisé !

Notre activité est tournée vers la paix alors le 7^{ème} congrès de la Fédération doit le réaffirmer haut et fort car lorsque les blocs politiques s'affrontent, ce sont les peuples qui souffrent, particulièrement les femmes et les enfants.

Dans le monde, les attaques contre les syndicalistes sont de plus en plus nombreuses, comme par exemple, les assassinats en Colombie ! Les coups d'État comme au Myanmar (Birmanie), les dures réalités des conditions de vie et de travail sur tous les continents sans exception sont un amer constat. Nous devons apporter notre soutien et toute notre solidarité à nos Camarades syndicalistes qui sont, comme nous, les remparts de la régression sociale.

La consommation d'énergie, indispensable au développement économique, entraîne d'importantes tensions au sein des États et sur la scène internationale. Ce n'est pas nouveau. Depuis le 19^{ème} siècle, la bataille pour le contrôle des ressources énergétiques a toujours été un des éléments déterminants de la course à la guerre.

La crise des prix de l'énergie a entraîné l'envolée des prix de gros du gaz naturel en Europe. Entre avril et octobre 2021, les prix de gros du gaz ont augmenté de 40 % et les prix de l'électricité, de 20 %. Or nous savons que l'énergie est au cœur de nombreux conflits dans le monde. **Pourtant en Europe**, jamais l'existence du marché n'est remise en cause. MACRON, président de l'Union européenne à date, a même réaffirmé que des solutions au périmètre de l'Union européenne doivent être mises en œuvre, ce qui ne remet pas du tout en cause le marché européen !

Pourtant une profonde réforme du marché de l'énergie en Europe **est nécessaire. La course aux objectifs de profit à court terme doit cesser au plus vite ! Ainsi, nous portons l'exigence de dénoncer tous les traités européens et la sortie du marché de l'énergie, ce qui n'empêche en rien la solidarité technique aux frontières.**

La question de la réindustrialisation est également centrale pour répondre concrètement aux besoins sociaux et environnementaux. Des voies de politiques publiques pour de solides filières industrielles pour les activités stratégiques sont indispensables afin d'assurer l'indépendance de chaque État.

Cette stratégie globale doit être planifiée et organisée sur le long terme. Il est impératif de revenir à des logiques de coopérations développées à l'origine, par les entreprises publiques de l'énergie.

Le constat d'échec de la logique de marché et de rentabilité dans le monde de l'énergie est aujourd'hui clairement **démontré**.

Les catastrophes climatiques et les enjeux autour de l'eau ou de l'environnement doivent pousser à une transition énergétique. Elle doit être construite avec des coopérations internationales, sur la base de politiques offensives et volontaristes, préservant les ressources naturelles mais surtout, les femmes et les hommes en répondant avant tout à leurs besoins essentiels.

Notre secteur est stratégique et au cœur de nombreuses transformations. Il est nécessaire de planifier une réponse globale et d'anticiper les changements. Ces changements doivent s'opérer partout dans le monde, avec comme objectif la justice et l'égalité réelle entre les peuples. Les luttes des travailleurs, pour protéger la planète, convergent contre les gouvernements libéraux, autoritaires et fascistes.

Un changement de cap s'impose avec la nécessité d'un renouveau démocratique par la lutte, pour le progrès social et environnemental. Les deux sont intrinsèquement liés et sont portés de front par de nombreuses organisations sur tous les continents.

Il est donc nécessaire de poursuivre et d'amplifier nos échanges, nos débats, nos coopérations avec tous nos Camarades dans le monde pour porter et gagner ensemble nos revendications. C'est en construisant une solidarité effective et en tissant des espaces de coordinations à l'échelle internationale que nous pourrions proposer des alternatives viables, rassembleuses, vertueuses et gagnantes.

L'internationalisation de nos luttes et de toutes nos actions syndicales sont les fondements pour la construction d'un autre monde. Au cours de ce 7^{ème} Congrès Fédéral, vous aurez l'occasion d'échanger sur ces questions et de travailler aux convergences possibles pour une Énergie Publique au service des peuples lors des deux tables rondes organisées jeudi après-midi avec nos invités internationaux.

Soyons convaincus du bien-fondé d'être plus offensifs et réactifs. Notre démarche internationale dans la prochaine mandature devra être à la hauteur des enjeux car comme aime à le dire François Duteil « **Tout seul on va plus vite, mais ensemble on va plus loin !** »

Je tenais d'ailleurs à nous féliciter pour notre engagement sans faille pour venir en aide au peuple cubain. La solidarité de 36 Organisations de la CGT pour envoyer des containers à Cuba est une réussite. La dignité du peuple cubain face au blocus étatsunien reste toujours de marbre.

Soyons fiers de cette solidarité internationale et poursuivons les dons pour rendre ce peuple plus fort face à l'impérialisme Américain.

El pueblo unido jamas sera vencido → Le peuple uni ne sera jamais vaincu.

2- Je vais maintenant poursuivre sur le contexte national

Je le disais tout à l'heure, la crise est bien présente ! Elle est politique, économique et sociale. Elle est traversée par les enjeux du secteur énergétique qui deviennent de plus en plus prégnants.

La crise est avant tout **Politique** avec la montée de l'extrême droite et ses conséquences. La percée de ZEMMOUR est significative d'une frange de la droite perdue qui ne s'y retrouvent plus entre le Rassemblement National et les Républicains. Sur des sujets qui ont jusqu'à présent divisé, cette frange s'allie avec ZEMMOUR ou MACRON. L'addition de ces recompositions à droite et à l'extrême droite inquiète fortement à quelques jours des élections présidentielles.

La CGT doit prendre toute sa place dans le débat des élections présidentielles. Tous les candidats parlent par exemple d'augmenter les salaires. Je leur dis « chiche » ! Les travailleurs attendent ! Mais certainement pas avec des mesurette ou des baisses du salaire socialisé ! Des alternatives sont attendues pour augmenter le pouvoir d'achat. Nous avons des repères revendicatifs confédéraux en la matière, la CGT doit les porter auprès des candidats. C'est la moindre des décisions à prendre pour respecter le monde du travail que la CGT représente !

Pour autant, je me dois de rappeler que ce n'est pas le choix retenu par le Comité Confédéral National (CCN) de la CGT. C'est d'ailleurs pour cette raison que je me suis abstenu sur la déclaration d'actualité décidée lors du dernier CCN. D'autres sujets auraient pu être mis en avant **comme** notre opposition frontale à la réforme des régimes de retraites. Ou encore sur la Sécurité Sociale, les besoins de Services Publics, les luttes en cours pour sauvegarder les emplois, dire STOP aux délocalisations et réindustrialiser la France.

Ces sujets auraient pu constituer un courrier CGT pour interpeller les candidats aux élections présidentielles.

Nous sommes face à un enjeu majeur pour l'avenir de la société française. La situation énergétique du pays avec l'impact des augmentations des factures, sur les usagers, sur les collectivités et sur les industriels, démontre la nécessité d'un changement radical. Retrouvons rapidement un État stratège pour lutter contre le dérèglement climatique et pour organiser une maîtrise publique nationale d'un secteur en expansion.

Au cœur de la transition énergétique et pour l'avenir du Service Public de l'Énergie, il y a des projets portés par les travailleurs avec la CGT. Ils luttent pour l'avenir de l'emploi et la reconversion des sites industriels. Là où sont implantées les centrales au charbon que le gouvernement a condamnées.

C'est le cas à Cordemais avec le projet *Ecocombust* de nouveau d'actualité grâce au travail des Camarades de la Section Syndicale, du Syndicat et de la Fédération. **La pugnacité des Camarades de la centrale** a permis la réouverture du dossier par le Gouvernement. En effet, les porteurs du projet *Ecocombust* doivent se manifester d'ici au 26 avril 2022.

La Fédération usera de tous les moyens à sa disposition pour faire en sorte que le projet aboutisse. Elle pèsera de tout son poids comme elle l'a fait jusque-là pour épauler les Camarades de Cordemais et contraindre EDF, avec d'autres investisseurs comme PAPREC, à s'engager dans le montage du dossier.

Idem à Lucy et aussi à Gardanne où 45 Camarades sont encore à ce jour licenciés par GazelÉnergie. **Je salue leur ténacité, leur force et leur acharnement.** Je ne les ai jamais vus lâcher de décembre 2018 à aujourd'hui. Ils ont été de tout temps, de toutes les luttes, locales et nationales.

Le 4 mars dernier, lors d'une énième table ronde, nous avons été informés de plusieurs avancées majeures pour l'avenir du site de Gardanne.

Ces derniers éléments caractérisent des avancées importantes avec des engagements écrits et paraphés par l'Etat, GazelÉnergie et la CGT. **Ces avancées, c'est la lutte des travailleurs qui les ont permises.** Le Gouvernement a enfin décidé de porter et d'étudier les projets des travailleurs de la centrale de Gardanne avec plusieurs Organisations de la CGT : le Syndicat CGT de la Centrale de Gardanne, la Fédération Nationale Mines Énergie CGT, la Fédération Nationale CGT des Ports et Docks, le Syndicat CGT des Dockers de Fos, le Syndicat CGT du Grand Port Maritime de Marseille et l'Union Départementale CGT des Bouches-du-Rhône.

Si ces engagements écrits se concrétisent à terme, les travailleurs licenciés pourraient être réembauchés de surcroît au Statut des Industries Électriques et Gazières. **C'est aussi un projet industriel d'avenir pour le service public de l'énergie.**

Ce nouvel espoir est un soulagement pour les Camarades en lutte depuis des années, même si nous sommes conscients que tout reste à gagner à cette heure.

Je les salue ! Saluons-les ensemble les Camarades ! Nous le savons dans nos tripes, comme le disait Victor Hugo « *Ceux qui vivent sont ceux qui luttent* » mais également ceux qui gagnent !

Sans vouloir passer pour celui qui insiste, rien ne doit être passé sous silence, la Fédération avec ses Syndicats prendra toute sa responsabilité sortie de ce 7^{ème} Congrès, pour interpellier les candidats aux élections présidentielles. **Nous le ferons et nous le ferons savoir à toute la CGT, à la presse nationale et locale.**

La crise est aussi **Politique**. Par les perspectives de visions progressistes qui ont du mal à émerger au sein du monde du travail, y compris dans nos rangs, et plus largement dans la société.

Cela pose concrètement la question de l'efficacité du syndicalisme de lutte et de transformation sociale de plus en plus confrontée à une addition de problèmes avec leurs freins et leurs potentialités. Se repolitiser en toute autonomie aiderait à faire connaître nos propositions, pour entrevoir des soutiens des politiques progressistes **et fédérer les forces vives.**

La question du renforcement de ces forces progressistes est une éternelle question soulevée dans nos discussions et sans parti pris. Dans notre activité au quotidien, je dirais que l'un doit aller de pair avec l'autre dans un objectif commun, celui de transformer la société. Lorsque cet objectif est partagé, en toute autonomie, chacun construit et assume sa propre opinion pour trouver dans une force politique progressiste un rapprochement de ses idées. Cela se construit et se respecte.

Dans l'histoire de notre pays, à chaque fois que la France a connu une crise, la CGT a su aider à ouvrir des perspectives. Revendication et transformation sociale, ce que nos anciens appelaient au Congrès d'Amiens en 1906 « *la double besogne* ». Au-delà des égos de toute nature, une perspective politique est attendue car elle pourrait faciliter le débouché sur le rapport de force.

Les choix politiques révolutionnaires sont nécessaires et incontournables pour permettre à notre pays de répondre aux besoins de la Nation et non à l'appétit sans limite du capital.

La crise est également **Économique** avec l'accroissement des inégalités de plus en plus criantes et un pouvoir d'achat qui baisse pour le plus grand nombre. Trop de travailleurs et de retraités vivent dans la précarité, pourtant, ils œuvrent pour vivre dignement avec leur famille.

Certains retraités travaillent d'ailleurs encore, ou recommencent à travailler, car leur pension ne suffit pas ou plus, et des travailleurs cumulent plusieurs activités car leur salaire ne suffit pas pour assumer les dépenses du foyer. **C'est une régression sociale tout simplement insoutenable !**

Les tarifs des biens de première nécessité, en perpétuelle augmentation, ne font que pénaliser les citoyens et usagers tandis que les salaires n'augmentent que très peu, voire pas du tout, et les pensions baissent encore. Les décisions du Gouvernement actuel, qui ne déroge pas à 20 ans de déréglementation du secteur de l'énergie, font perdurer cette situation injuste.

Les Camarades, **je salue toutes les luttes menées durant ces 5 dernières années**, celles toujours d'actualité comme en Loire-Atlantique à RTE, à Marseille ou à Roubaix pour ENEDIS/GRDF, ou encore dans la production hydraulique et toutes les autres.

Le rapport introductif à la table ronde sur nos revendications immédiates y reviendra plus précisément. Toutes ces luttes ont pour point commun d'exiger une meilleure répartition des richesses par l'augmentation des salaires et des pensions notamment. N'oublions pas que les richesses doivent revenir à ceux qui les créent !

Je salue toutes ces luttes qui ont conduit à la gagne. **Ces luttes menées à partir de cahiers revendicatifs locaux sont l'essence même de l'action syndicale CGT**. Partir des besoins des travailleurs, construire leurs revendications et contraindre, par la lutte, les employeurs à apporter des réponses concrètes. Il ne peut y avoir meilleur ancrage du rapport de force dans les entreprises !

La crise est **Économique**, aussi car la France a perdu ses industries. Les gouvernements successifs ont laissé des pans entiers de l'industrie française être délocalisés ou sacrifiés sur l'autel de la rentabilité et de la mondialisation. Souvenons-nous également des politiques qui prônaient une France sans usines, les mêmes qui aujourd'hui portent un mix énergétique sans production pilotable !

La France dépend aujourd'hui de l'import pour de nombreuses matières premières, ce qui coûte énormément aux contribuables et place la Nation en position de faiblesse, sans parler de l'impact sur l'environnement. Nous voyons bien que la dépendance aux autres pays est la conséquence des choix faits, dans le passé, par les politiques menées pour délocaliser la production et les emplois industriels, ce que **la CGT a toujours dénoncé**.

Ces mêmes choix entraînent des conséquences évidentes pour les Services Publics. Nous l'avons tous vécu et subi de plein fouet lors de la pandémie de mars 2020 qui a révélé l'impact des politiques publiques successives et de la dérégulation au nom de l'Europe libérale ou du néolibéralisme européen.

Le Néolibéralisme.

Un terme qui désigne aujourd'hui un ensemble d'analyses ou de doctrines inspirées du libéralisme économique. Un courant de pensées qui s'est développé au début des années 1980. Tout comme le libéralisme économique, il souhaite réduire davantage le rôle de l'État. Il critique le modèle de « *l'État-providence* », soutenant que l'État ne devrait intervenir seulement qu'en dernier recours. C'est d'ailleurs pour cela que le Néolibéralisme porte l'économie de marché.

Un État-providence désigne un État qui intervient activement dans les domaines économiques et sociaux : les politiques de soutien aux familles, les politiques de soutien au revenu, le développement des politiques publiques et des Services Publics.

Plusieurs acteurs défendent l'idéologie néolibérale, comme les multinationales, les milieux financiers et certains partis politiques. Ils soutiennent qu'une grande intervention de l'État augmente sa dette. Ils sont pour une plus grande responsabilisation des individus dans le but qu'ils ne soient plus dépendants des aides de l'État.

Et pourtant !

Ces Services Publics font les différences avec de nombreux pays en termes de Santé et d'Éducation pour ne citer que ces activités, cibles permanentes des néolibéraux.

Tout ce système néolibéral, conforme aux traités européens que nous dénonçons, n'a rien de solidaire car il développe année après année des politiques d'austérité dans tous les Etats, sans exception. Ceci se produit rarement dans l'intérêt des peuples ou de l'intérêt général mais plutôt pour l'enrichissement de quelques-uns et surtout des actionnaires !

Les Services Publics subissent à leur tour la loi de la concurrence libre et non faussée et c'est toute l'économie d'un pays qui est touchée ! Dans ce système, les requins de la finance s'en sortent toujours avec plus de profits et de dividendes, mais toujours avec cette vision à court et moyen terme.

C'est l'étape actuelle du capitalisme qui est contre la transformation de la société.

La crise est enfin **Sociale** avec la remise en cause systématique de tout ce qui est collectif et bénéfique aux droits des salariés. C'est le cas avec les Statuts ou les droits réglementaires des Branches professionnelles sans cesse questionnés ou tirés vers la moins-disance.

C'est aussi le cas avec la réforme de l'assurance chômage ou celle sur les régimes de retraites qui plane toujours au-delà de l'allongement de la durée de carrière à 65 ans inscrit dans le programme de Macron, candidat à sa succession. D'ailleurs peu de candidats aux élections présidentielles, de droite ou d'extrême droite, portent l'inverse dans leur programme. **Cela doit nous pousser à réagir vigoureusement !**

La crise est **Sociale** car les employeurs brisent les collectifs de travail et les individus pour augmenter la rentabilité et leurs profits. Les travailleurs souffrent trop souvent en silence et parfois dans la plus grande ignorance. Cela impacte notre syndicalisme CGT qui lui aussi est en crise d'efficacité.

La non-tenu des réunions des instances syndicales, des Congrès des Syndicats ou bien encore des réunions de syndiqués, qui font la vie syndicale de la CGT, fait partie des dommages collatéraux. Conséquence, notre démocratie syndicale est aussi en crise.

Trop de militants sont en souffrance, se sentant souvent isolés dans leurs actions de tous les jours, avec l'impression de ne plus savoir trouver les mots et parfois la sensation de ne plus avoir de conviction, de perdre le sens de leur activité. Pourtant !

La volonté d'en découdre reste très souvent vive et présente face à des employeurs qui n'entendent pas les discours syndicaux, qui s'attaquent aux militants, sanctionnent, se comportent avec violence et n'attachent aucune valeur aux revendications portées par les travailleurs.

Pour certains Camarades, la réalité est aussi dans leur quotidien de ne plus trouver la force d'agir dans l'organisation, voire de ne plus s'épanouir dans l'action syndicale. Tout cela démontre finalement que les répercussions d'une crise sociale agissent fatalement sur les femmes et les hommes qui font vivre au quotidien l'activité syndicale CGT.

La crise ne devrait pas générer de résignation. Face à elle, la CGT a besoin de se renforcer, de se renouveler, de prendre soin de ses militants, mais aussi de se rassembler en faisant la place à toutes les catégories qui composent le salariat, sans exception.

Interrogeons-nous sur notre syndicalisme pour évoluer et être en adéquation avec le salariat. Face à toutes les attaques, serrons-nous les coudes, **faisons jouer notre solidarité !**

Dans l'histoire, rien n'a jamais été facile en termes de conquêtes sociales notamment. D'une manière générale, nous pouvons affirmer que le syndicalisme n'a jamais connu une telle addition de problèmes aussi multiples et variés, tels que nous les connaissons et les subissons aujourd'hui.

Nos anciens ont cru, avant nous, à la force du collectif pour faire bouger les lignes. Certes dans des circonstances différentes, mais toutes aussi dures à vivre en leur temps, ils ont su gagner malgré les obstacles.

Ayons confiance en nous. Croyons en notre capacité à lutter et à faire vivre la CGT !

Les yeux tournés vers les étoiles et les pieds bien ancrés sur terre, l'utopie doit nous aider.

3- Je vais maintenant évoquer le sujet fondamental de la formation syndicale

Il sera nécessaire, malgré toute la pression imposée par l'actualité, que le 7^{ème} Congrès Fédéral s'engage avec détermination. « **Offensifs, Solidaires, Engagés et Renforcés** » tel que nous le rappelle le slogan « O.S.E.R » de ce 7^{ème} Congrès.

Il s'agira avant tout d'accepter collectivement que notre priorité soit de former de nombreux militants pour regagner en efficacité.

Dans la prochaine mandature, la Fédération devra prioriser la formation syndicale.

Former les Secrétaires Généraux des Syndicats et les collectifs des Commissions Exécutives des Syndicats. Former des Responsables à l'Organisation ou à la Vie Syndicale, des Responsables à la Coordination et l'animation des Luites, des Trésoriers ou des Responsables à la Politique Financière, sera incontournable.

Se former, c'est aussi sortir du champ Fédéral en participant aux formations 1^{er} et 2^{ème} niveau organisées par les Unions Départementales et les Unions Locales. Ces formations sont aussi essentielles que riches pour les militants de toute la CGT.

Pourquoi ne pas innover sur ce thème ?

Il n'existe pas que le « prêt à porter » ! Nous pourrions aussi faire du « sur mesure », penser de nouveaux formats de formations, de nouvelles journées d'études, soyons inventifs ! Mais surtout ne restons pas les bras croisés !

Il y a urgence les Camarades ! La crise sanitaire nous a obligés à reporter de nombreuses formations et le travail de rattrapage sera long et pourtant nécessaire pour permettre à tous les militants de la CGT d'être prêts pour accomplir leurs mandats.

Je vous propose que le Comité Exécutif Fédéral (CEF), qui sera élu lors de ce 7^{ème} Congrès, soit responsabilisé dans le suivi de la formation des premiers militants des Syndicats. Je vous propose aussi que le Secrétariat Fédéral, qui sera lui élu par le futur Comité Exécutif Fédéral, soit chargé du suivi de la formation des dirigeants du CEF. Sous l'impulsion et la Coordination du Comité Exécutif Fédéral, le Conseil Général de la Fédération assurera chaque année et pendant toute la mandature le suivi de la formation syndicale.

Vous l'avez compris, j'attache une importance primordiale à la formation syndicale car je suis convaincu que pour s'engager pleinement à militer au sein de la CGT, les Camarades ont besoin d'être formés.

C'est également la clef du renouvellement militant. Nous devons nous en préoccuper régulièrement !

Se former doit devenir une priorité dans un mandat pour permettre d'acquérir des bases théoriques et politiques solides. Il est indispensable d'être aguerris aux mauvais coups des violences patronales car être un militant de la CGT, c'est être engagé dans un affrontement de classe permanent !

Je ne suis pas seul à penser que la formation syndicale doit devenir une priorité. Lors des Conseils Généraux Décentralisés tenus au mois d'octobre 2021, de nombreux militants des Syndicats ont témoigné d'un constat alarmant sur la formation des premiers Dirigeants des Syndicats.

Peut-être, avons-nous besoin de mieux savoir proposer et impulser les formations syndicales ? De mieux faire comprendre l'intérêt d'être formé ? Ce n'est pas une perte de temps. Même si nous connaissons la frustration des agendas, toujours plus contraints et chargés.

Au contraire, se former doit être appréhendé comme une parenthèse. Les formations sont en effet des occasions importantes de rencontrer et connaître d'autres syndicalistes, de partager et échanger des bonnes pratiques, de grandir politiquement.

Et sans qu'elles soient répertoriées dans le catalogue, les formations au quotidien sont tout aussi importantes. Le transfert de compétences et d'expérience est primordial. Nous devons prendre le temps d'accompagner les nouveaux militants pour ne pas les jeter dans le grand bain sans bouée.

Nous manquons aussi de formateurs. Même si des retraités continuent d'assurer un nombre important de formations, il nous faudra renouveler aussi notre collectif de formateurs. C'est une priorité également. Sans eux, nous ne pourrions assurer l'avenir efficacement.

Les seules formations qui sont encore organisées à ce jour sont les formations spécifiques pour le mandat au sein des CSE. Mais former un Camarade pour un mandat en CSE sans lui donner les bases d'une formation CGT, c'est faire les choses à moitié.

Et il ne s'agirait surtout pas de se former uniquement aux mandats dans les IRP bien au contraire : pour être efficace en IRP et porter les valeurs de la CGT, il s'agit de maîtriser **notre** portage revendicatif, **notre** histoire et ce pour quoi **nous luttons** depuis toujours. Les bases politiques dispensées en formation sont donc essentielles.

J'ai la conviction que de nombreux Camarades n'ont pas encore suivi les formations 1^{er} et 2^{ème} niveau CGT, alors qu'elles donnent à comprendre et à se servir de l'outil IRP pour mener de concert l'action syndicale et revendicative.

Je mets en évidence cet exemple car c'est une réalité. Je l'entends à chaque fois que je me déplace dans les Régions ou lorsque je rencontre un Syndicat. Nous devons sortir du carcan dans lequel les employeurs tentent d'attirer les organisations syndicales, en professionnalisant les mandats en IRP.

Les IRP sont un lieu de confrontation de classe. Elles doivent être utiles à la lutte et permettre de porter les revendications des travailleurs.

Vous l'aurez compris, ce 7^{ème} Congrès doit aboutir à décider d'un plan de formations syndicales d'ampleur pour tous les militants des Syndicats et du prochain Comité Exécutif Fédéral. Ceci est aussi valable pour l'ensemble de nos militants des Organismes Sociaux et de Santé qui doivent être des vecteurs forts du portage CGT.

Valorisons ensemble cette démarche et mettons en évidence que la formation syndicale est émancipatrice. Elle permet aussi de se forger des opinions tout en développant son esprit critique et d'analyse.

4- Je vais maintenant développer un certain nombre d'éléments concernant la Fédération, ses Syndicats – Les rôles de chacun

Je vais d'abord vous citer, pour rappel, le rôle statutaire d'un Syndicat et de la Fédération :

« Le Syndicat est l'organisation de base de la CGT. Un Syndicat définit lui-même son mode de constitution et de fonctionnement, notamment par la mise en place de sections syndicales dans les formes les plus adaptées, répondant aux besoins des syndiqués et privilégiant un syndicalisme de proximité.

Un Syndicat vise à développer « la démocratie syndicale, l'intervention individuelle et collective des adhérents, leur formation et la syndicalisation, l'information, le débat, la construction avec les travailleurs des revendications et des moyens de les faire aboutir, la prise en compte des diversités du salariat et la recherche des convergences ».

La Fédération quant à elle se fixe pour but de coordonner et d'impulser l'activité syndicale et revendicative des Syndicats qui la composent. » Fin de citation.

Ce 7^{ème} Congrès doit nous permettre de revenir aux fondamentaux et d'avancer dans le bon sens.

Pour réussir à avoir une Fédération tournée vers ses Syndicats dans toutes leurs diversités, il ne faut pas dévier dans l'excès de devenir un Syndicat national **mais** bien être une Fédération répondant aux besoins de ses Syndicats.

Lors de ce 7^{ème} Congrès, vous allez décider des orientations générales pour les trois prochaines années. Il est impératif dans notre débat sur la Vie Syndicale de n'éluder aucun sujet. Ce qui va, ce qui ne va pas, depuis les Syndicats jusqu'à la Fédération !

Par exemple est-ce que la Fédération joue pleinement son rôle ? Est-elle allée trop loin sur certains sujets ? Les critiques sont essentielles pour avancer et progresser.

Au quotidien, la Fédération est énormément sollicitée. Elle œuvre pour tenter d'apporter des réponses, rechercher des solutions mais est-ce réellement son rôle à chaque fois ?

Doit-elle se substituer au rôle des Syndicats ou n'est-ce pas tout simplement parfois plus simple de demander un arbitrage fédéral ?

La Fédération ne peut pas intervenir à chaque fois et dans n'importe quelle situation, elle n'en a pas les moyens.

Collectivement, soyons francs et sincères pour améliorer notre Vie Syndicale. La Fédération c'est nous, tous ensemble !

Chacun dans son rôle, remettons de l'ordre dans notre fonctionnement collectif. Le syndiqué doit redevenir la pierre angulaire du fonctionnement des Syndicats pour une meilleure démocratie syndicale.

A ce sujet, faisons vivre les différents outils qui aident les militants à s'appuyer et compter sur les syndiqués pour recueillir leurs avis. Sinon, à quoi bon être syndiqué ? Il vous sera présenté jeudi notre outil de consultation, *Consult'*, que la Fédération a choisi de développer et mettre à disposition des Syndicats pour les aider à favoriser les consultations et donc par définition l'expression de tous les Syndiqués. A condition que les Syndicats s'en emparent, il nous aidera dans notre Vie Syndicale, dans nos Organisations pour la prise en compte de nos adhérents sans se substituer au travail de proximité.

5- J'enchaîne maintenant sur le thème de la démocratie à la vie syndicale et au renforcement de la CGT

La Fédération avec ses Syndicats doit retrouver de la démocratie syndicale dans son activité.

Les syndiqués doivent être au cœur de toutes les décisions.

Trop souvent, le débat collectif se limite à quelques Camarades qui ne constituent pas forcément une assemblée de syndiqués et encore moins une instance de Syndicat. Remettons en place des Sections Syndicales où les syndiqués peuvent débattre et décider.

Beaucoup de jeunes Camarades ont obtenu des mandats au sein des Syndicats et nous devons nous féliciter de ce travail de renouvellement. Seulement, ces jeunes Camarades doivent être accompagnés tout en leur laissant une grande autonomie.

Il ne s'agit surtout pas de les mettre « *sous tutelle* » mais bien de les épauler dans leur prise de mandat, sans paternalisme. Tout est question d'équilibre et d'adaptation des militants les uns par rapport aux autres.

L'objectif étant de leur donner les clés de la réussite d'une qualité de Vie Syndicale au service de la lutte, pour gagner sur les revendications des travailleurs et des retraités, mais aussi contribuer à la transformation de la société.

La CGT porte la nécessité de faire prendre conscience aux travailleurs et aux retraités qu'être syndiqué à la CGT constitue une réelle force collective au service de l'exercice du contre-pouvoir. Encore plus en y étant **un syndiqué acteur !**

En France, se syndiquer reste un choix. Et pour la CGT, c'est bien une adhésion que nous recherchons avec des syndiqués conscientisés.

Les syndiqués constituent le noyau du rapport de force de la CGT, dont les rangs peuvent s'élargir chaque jour par l'adhésion du plus grand nombre de travailleurs et de retraités. Ceux-là même qui doivent mesurer qu'être syndiqué à la CGT ça sert, ça aide, ça permet de résister, ça contribue à faire reculer les mauvais coups et **ça permet de gagner !**

Au 31 janvier 2021, la CGT représente un rapport de force de 592 931 syndiqués en 2020. Quant à la Fédération, elle représente un rapport de force de 43 284 syndiqués en 2020 : 25 133 syndiqués actifs et 18 151 syndiqués retraités.

Cette tendance baissière est réelle et nous la regrettons collectivement.

Cependant ne soyons pas fatalistes, les marges de progression sont importantes.

Nous pouvons enrayer cette tendance et l'inverser. Pour cela, motivation et détermination sont nécessaires si l'on regarde les secteurs professionnels que la Fédération couvre par ses Syndicats constitués sur un ou plusieurs territoires, sur un ou plusieurs établissements ou encore nationalement.

Le développement de la syndicalisation est l'affaire **de tous, de chaque militant, de chaque élu, de chaque mandaté**. Mettons en place des plans de renforcement et de reconquête. Fixons-nous des objectifs et redonnons confiance aux Camarades.

Le lancement de l'outil *Consult'*, autour d'une campagne forte avec des slogans « *La Fédération prend en compte ta voix* » ou encore « *Fais entendre ta voix !* », permettra de lancer un nouvel élan de syndicalisation post congrès.

Il faut aussi réapprendre à proposer la carte CGT. La question du passage à la retraite est aussi à intégrer. De nombreux militants rendent leur carte à ce moment-là voire un peu avant, lors de leur mise en Congés Epargne Temps (CET). Alors, la continuité syndicale doit être également priorisée en l'anticipant par de la pédagogie syndicale. Pourquoi ne pas préparer au départ à la retraite par une formation CGT « *Jeunes retraitables* » par exemple ? Pourquoi ne pas impulser des formations jeunes en simultané, symbole fort et concrétisation de notre volonté de maintenir le lien intergénérationnel et de passage de flambeau ?

Au-delà de la syndicalisation, le vote CGT compte et la représentativité de la CGT peut largement progresser en fonction des résultats obtenus dans les entreprises découlant d'une **CGT visible, audible et crédible**.

Je crois toujours en une CGT de classe et de masse y compris avec la transformation du salariat. D'ailleurs, cette évolution devrait être abordée comme un atout et non un frein.

Je milite pour une grande campagne de renforcement de toute la CGT plus que jamais d'actualité. A notre niveau, au sein de la Fédération et de ses Syndicats, cela pourrait se traduire par des actes et des orientations concrètes. Cette grande campagne de renforcement pourrait mettre en évidence la reconnaissance de l'individualité au sein du collectif et en même temps ce que représente la force d'un collectif.

Il serait utile de promouvoir cette grande campagne de renforcement par des slogans comme « **Se syndiquer pour être libre et solidaire !** ».

La solidarité est une valeur fondatrice, universelle et **fondamentale** du syndicalisme. Compte tenu de l'éclatement et de la transformation des entreprises, la notion de solidarité vise à rassembler tous les travailleurs, quelle que soit leur entreprise d'appartenance. Une grande campagne mettant la solidarité en lumière permettrait aussi d'éviter, par exemple, les égos catégoriels ou de métiers qui polluent le quotidien au lieu d'avancer dans un même sens, dans le même but.

Cette thématique de solidarité trouve un écho fort chez les plus jeunes.

Le slogan « **être plus nombreux pour gagner** » donnerait du sens.

Il porterait l'idée de la nécessité de meilleures garanties collectives ou de nouveau Statut, au moment où directions et gouvernement veulent les remettre en cause. Au lieu de mettre en concurrence les travailleurs, de favoriser l'individualisme et le repli sur soi, **la Fédération veut tendre vers le Statut de l'Energéticien !**

Je connais un outil qui aide déjà à renforcer la CGT mais qui doit être développé et davantage mis en exergue partout sur le territoire : c'est la formation d'accueil. C'est le meilleur rempart face au populisme qui gagne les travailleurs que nous représentons.

Mieux s'organiser collectivement et mieux organiser les Syndicats supposerait de gagner en conscience et cela constituerait un autre atout pour mener des luttes gagnantes et ouvrir des perspectives de changement social.

J'enfonce des portes ouvertes car je suis convaincu que faire progresser la CGT par le nombre de syndiqués et par la représentativité, **c'est largement possible !**

Les journées de mardi et mercredi seront consacrées à notre qualité de Vie Syndicale, alors je vous invite avec enthousiasme à vous inscrire dans les débats, pour vous exprimer sur cet aspect crucial de l'avenir de notre activité militante.

6- Parlons maintenant de notre Fédération. Qui sommes-nous réellement ?

Chers Camarades, en tant que Délégué au Congrès, je vous ai envoyé par mail un courrier dans lequel j'indiquais que : « *ce 7^{ème} Congrès doit vous permettre de débattre toute une semaine avec l'ensemble des Délégués des Syndicats de notre champ Fédéral* ». Au-delà de ce qui nous lie, par exemple nos Régimes Spéciaux et Particuliers, de santé ou de retraite, ayons conscience que nous sommes porteurs d'une solidarité **exceptionnelle** à travers nos Statuts.

Bien connaître notre histoire nous permet aussi de mieux appréhender nos choix syndicaux et nos orientations.

Notre histoire a vu s'unir deux Fédérations en 1999 lors du Congrès de Grenoble. Mais avant encore, en 1989 au Congrès Fédéral de Caen, l'Union Nationale des Syndicats de l'Énergie Atomique qui regroupait toutes les composantes de la filière de l'énergie atomique s'affiliait à la Fédération Nationale de l'Énergie (FNE). Puis en 1999, la Fédération des Travailleurs du Sous-Sol et la Fédération Nationale de l'Énergie s'unirent pour former la Fédération Nationale des Mines et de l'Énergie CGT, **la FNME-CGT**.

Cette histoire, notre histoire, nous devons en être fiers ! Cette union des Électriciens, des Gaziers, des Énergéticiens de l'Atome et des Mineurs **sont les fondements de la Fédération**.

20 ans plus tard, je ne crois pas qu'il nous faille débattre de travailler à une séparation. Je crois en notre capacité à faire évoluer la Fédération pour la rendre « *moins Industries Electriques et Gazières* » et davantage transverse avec l'Énergie Atomique et les Mines. Transverse sur son champ Fédéral et ses diversités. J'en profite d'ailleurs pour réaffirmer qu'il nous faudra être précis dans nos positionnements et expressions, et veiller à ne pas confondre « *diversité* » terme à employer quand on évoque les retraités, les jeunes, les femmes, terme qu'on pourrait associer aux métiers également, et « *spécificité* » terme lié à la fonction hiérarchique qui intègre alors les ingénieurs, les cadres et les techniciens quand on aborde l'Union Fédérale des Ingénieurs Cadres et Techniciens (UFICT). Ce sujet sera davantage développé durant les travaux du Congrès.

Nous devons porter collectivement cette ambition de transversalité et d'intégration des diversités et spécificités au sein de la Fédération, dans un esprit de conquête, **pour gagner des droits nouveaux pour tous les travailleurs et retraités des Mines**, de l'Énergie Atomique et des IEG.

Nous devons être « *offensifs, solidaires, engagés et renforcés* » parce que notre rapport de force en 20 ans s'est affaibli et ce, malgré de grandes luttes menées dans chaque corporation. **Nous ne pouvons pas rester spectateur** de cet affaiblissement de notre vie syndicale et de notre force d'action dans certains domaines.

Cette démarche devra aussi s'inscrire dans notre lien et notre relation à la Confédération. En effet, il va nous falloir de plus en plus travailler collectivement avec les autres Fédérations de la CGT traversées elles aussi par les sujets énergétiques. C'est le cas avec la Fédération Nationale des Industries Chimiques (FNIC) et la Fédération des Travailleurs de la Métallurgie (FTM). Nous devons continuer à amplifier les relations et la proximité pour établir des revendications communes et partagées, par exemple pour travailler sur le sujet du Statut de l'Énergéticien qu'il nous faudra bâtir collectivement.

Ce travail multi Fédérations CGT doit impérativement conduire à la définition d'une position confédérale sur l'Énergie.

Des journées confédérales sur la thématique ont pu avoir lieu, mais ce n'est pas suffisant pour construire une position confédérale tant attendue sur l'Énergie. Et c'est d'ailleurs rageant lorsque l'on voit une autre organisation syndicale qui faisait la une de la matinale de France Inter, le 2 mars dernier, en raison de la publication de son scénario énergétique 2050.

Alors que notre Programme Progressiste de l'Énergie est connu depuis trois ans déjà et qu'il constitue une bonne base de travail. Qu'attend la Confédération pour ouvrir un débat au sein du Comité Confédéral National (CCN) ?

L'énergie est un enjeu de société alors pour être audible et surtout peser dans le débat national et international, **la CGT** doit porter un projet énergie confédéral !

L'énergie n'est pas l'affaire de la seule Fédération et nous l'acceptons bien volontiers, mais l'évitement sur ce sujet ne pourra plus durer. Je vous invite dans le cadre de la préparation du 53ème Congrès Confédéral (qui se déroulera du 27 au 31 mars 2023) à porter ce débat avec les syndiqués dans les Syndicats mais aussi dans les Unions Départementales.

Que sommes-nous devenus depuis plus de 20 ans ? D'abord et c'est important de le préciser, chaque secteur d'activité a connu les soubresauts des fermetures de sites, des réformes de structures, des transformations, des fusions et des privatisations des entreprises. Des attaques dans les domaines de la protection sociale, des Statuts, des garanties collectives, se sont succédé dans tous les champs de la Fédération.

Dans les Industries Électriques et Gazières : les monopoles publics nationalisés sont devenus des Monopoly capitalistiques, conséquences de la dérégulation du secteur énergétique. Des groupes mondialisés se sont créés, composés de sociétés ou de filiales détenues, pour certaines par des capitaux publics et/ou privés, mais peu restent encore totalement publics.

Bienvenue dans le système capitaliste où l'énergie, reconnue comme un bien de première nécessité, dépend intégralement du marché ! Cela a un impact sur le Service Public de l'Électricité et du Gaz. C'est toute la bataille que mène la Fédération avec ses Syndicats, les syndiqués, les travailleurs et retraités **pour** gagner la sortie du marché et **pour** gagner un véritable Service Public de l'Énergie.

Nous voulons aussi gagner une nationalisation nouvelle des entreprises, avec comme objectif à moyen terme, une démocratisation participative par l'intervention des salariés, des usagers mais aussi des élus de la République territoriaux et nationaux. Il nous faut gagner de véritables monopoles publics nationaux dont le statut juridique restera à affiner sans nul doute.

Dans **notre** Programme Progressiste de l'Énergie (PPE), nous portons comme statut juridique le retour à un Établissement Public à Caractère Industriel et Commercial. En l'occurrence, un EPIC Électricité et un EPIC Gazier. Pour autant, seul, ce statut ne répond pas, à date, à notre volonté d'une réelle solution pour tendre à une sortie du marché.

C'est d'ailleurs notre revendication au global qui porte la bonne solution : des entreprises publiques avec un contrôle **et** une maîtrise publique pour une énergie reconnue comme un bien commun.

Alors, si tout le monde s'accorde pour reconnaître l'Électricité comme un bien commun, finalement le statut juridique d'une entreprise qui a la charge de ce bien commun ne devrait-il pas devenir une propriété sociale qui ne peut être cédée donc **inaliénable** ? Je pourrais développer des similitudes pour le Gaz et l'Énergie Atomique.

Vous aurez l'occasion de disserter de ce sujet jusqu'à jeudi matin, à l'occasion de la table ronde qui sera organisée sur la présentation de notre PPE. Il s'agira de rappeler nos ambitions pour les droits statutaires et les garanties collectives du secteur de l'énergie. N'hésitez surtout pas à intervenir en intégrant bien que la Fédération a fait évoluer son orientation d'un « *Pôle Public de l'Énergie* » vers un véritable « *Service Public de l'Énergie* » au travers de notre Programme Progressiste de l'Énergie.

Le concept de « *Pôle Public* » fut une étape dans nos orientations que nous avons su collectivement dépasser. Même si dans la CGT, nous voyons encore quelques écrits y faire référence à tort.

Toujours dans les IEG, l'activité est très prenante et intense sur les garanties statutaires et collectives.

Actuellement, il y a une volonté des employeurs de réformer le système de classification-rémunération historique. La Fédération est loin d'être satisfaite des propositions des employeurs, ce qui a généré des journées nationales de grève, assez bien suivies par les agents, mais le rapport de force doit s'intensifier pour que les employeurs acceptent de revoir leur copie. D'ailleurs, ils pourraient probablement demander un avis à la tutelle s'ils n'emportent pas l'adhésion attendue par la signature des Fédérations Syndicales représentatives.

Dans les Activités Sociales, les attaques sont, elles aussi incessantes et mobilisent énormément d'énergie pour tous les Camarades élus et mandatés. Les Activités Sociales sont un sujet qui entraîne des débats passionnés et qui dans la dernière mandature ont énormément mobilisé nos Instances Fédérales. Il est important d'intégrer que de vastes sujets nous attendent à très court terme dans ce domaine : Restauration méridienne, statut des Agents Mis à Disposition (MAD) des Activités Sociales et moyens bénévoles pour ne citer que ces trois-là.

J'en profite d'ailleurs pour informer le 7^{ème} Congrès Fédéral que la CCAS est à nouveau sous le coup d'une enquête de la Cour des comptes pour la période 2010 à 2021. La Fédération par l'intermédiaire du Secrétaire Général sera aussi soumise à une audition de la Cour des comptes après le Congrès.

Dans le secteur des Mines : Depuis 25 ans la quasi-totalité des mines a été liquidée en France sur fond de délocalisation massive des productions de base et des industries manufacturières vers les pays à faibles normes sociales.

A la liquidation totale s'ajoute la faiblesse des recherches de gisements et de l'exploration des substances comme des ressources minières nationales.

Aujourd'hui, la corporation minière est composée de Mineurs et d'ayants droit retraités qui voient leur effectif fondre au rythme de 6% par an, les veuves y étant aujourd'hui plus nombreuses que les retraités. Les actifs se trouvent aux Mines de Sel de l'Est, à TOTAL, au Bureau des Recherches Géologiques Minières (le BRGM), à la Compagnie Géologie Géophysique (la CGG) et surtout 4 500 salariés sont issus de la Sécurité Sociale Minière et de l'Agence Nationale des Garanties et Droits des Mineurs (ANGDM).

En 2022, les Mineurs disposent **toujours** de leur Régime Spécial de Caisse de Sécurité Sociale Minière.

De bataille en bataille, ils ont réussi à faire respecter la prise en charge à 100% des prestations maladie, la non-application des franchises et forfaits (hormis le forfait hospitalier) ainsi qu'une action sanitaire et sociale particulière.

Il y a dix ans, le Président SARKOZY avait pourtant programmé la dissolution de leur caisse dans le régime général au plus tard le 31 décembre 2013. Le réseau de santé ouvert à tous les affiliés sur les anciens bassins miniers, y compris à nos Camarades des IEG, devait être éclaté et être offert aux acteurs privés ou associatifs. Les Mineurs sont parvenus à faire abroger ce funeste décret et à obtenir que le Statut du Mineur reste en vigueur **grâce à la lutte et la mobilisation.**

En juin 2021, le Gouvernement du Président MACRON a réactivé la menace, mais nos Camarades Mineurs CGT ont su la repousser. Pour autant le travail continue et la vigilance reste de mise.

Les Syndicats des Mineurs sont historiquement très engagés au sein de l'activité et des structures interprofessionnelles locales. D'ailleurs, certains de ces Syndicats sont installés dans les Unions Départementales (UD) ou Unions Locales (UL). La participation de militants Mineurs aux Instances Fédérales régionales ou nationales, ou aux groupes de travail du Comité Exécutif Fédéral, devient difficile à assumer.

Les Mineurs veulent que leur Coordination Nationale au sein d'un Secteur Mines Fédéral soit préservée afin d'assumer efficacement les priorités revendicatives des Syndicats, **notamment les droits, les acquis et la Sécurité Sociale.** De façon pragmatique, le lien avec le CEF et la mise en cohérence passent aussi par cette Coordination Nationale des Mineurs. Sachez, les Camarades, qu'il n'est nullement question de remettre en cause le fonctionnement actuel.

Le conflit que la Russie vient d'engager en Europe, dont j'ai dit la portée et les dangers pour les différents peuples, va aussi considérablement modifier les échanges internationaux.

La question de la dépendance nationale aux importations ne manquera pas de revenir en boomerang tant les exploitations des substances minières énergétiques ont été externalisées (charbon, gaz, uranium).

Notre pays va payer très cher les errements de cette politique qui a totalement sous-traité l'accès aux ressources minières à des pays peu respectueux des hommes et de la nature, pourvu que les profits soient maximisés. Cela paraît évident pour les minerais stratégiques. Cela met en lumière les enjeux sociétaux et environnementaux qu'il nous faut impérativement intégrer. Pour les téléphones et les futures voitures électriques, faut-il délocaliser nuisances et pollution, loin de nos regards, là où les règles sociales et environnementales sont sans aucune mesure comparables aux nôtres ?

La crise internationale majeure qui se manifeste alors que nous tenons ce 7^{ème} Congrès Fédéral peut rebattre les cartes de la question minière et presse notre Fédération à s'y préparer.

Sur le secteur de l'Énergie Atomique : Depuis 2015, les salariés ont subi l'éclatement du Groupe AREVA, conséquence du ralentissement du nucléaire post FUKUSHIMA et des errements stratégiques de l'ancienne présidente, Anne LAUVERGEON, qui se veut désormais consultante/experte dans le domaine.

Désormais le Groupe ORANO, c'est plus d'une vingtaine d'entreprises. L'éclatement de ce Groupe n'est pas neutre dans l'implantation de la CGT et donc sur son action.

La suppression des emplois sur les sites et les transferts d'activités vers les filiales du Groupe, qui organisent la précarisation des droits des salariés, sont les préoccupations des travailleurs.

Cela implique une coordination accrue de l'activité et une attention sur le niveau de négociation collective. Autant de prérogatives à renforcer pour les représentants du personnel.

Cela appelle au sein de la Fédération de renforcer les liens entre les Syndicats de la filière nucléaire qui sont confrontés aux mêmes problématiques d'externalisation de l'activité, de qualité de l'emploi, pour retrouver l'excellence de cette industrie.

A LA HAGUE, les projets « *Evaporateurs* » et « *Convergences* » sont, surtout pour le 2^{ème}, très anxiogènes pour les salariés. Les enjeux de stockage de matière radioactive sont structurants et pallient pour partie les difficultés de production de Mélox. A Marcoule, les incertitudes sur l'avenir sont liées à l'établissement des contrats avec le CEA et EDF.

La CGT, 4^{ème} Organisation Représentative, est implantée sur la plupart des établissements du Groupe.

Les élections de représentativité chez ORANO-Cycle auront lieu en octobre 2022, c'est un enjeu fort pour toute notre Fédération.

Toujours dans le secteur de l'Énergie Atomique, l'ANDRA a un statut d'EPIC. C'est aussi un établissement de recherche, composé de plusieurs établissements, dont la sociologie est composée à plus de 70% de chercheurs, ingénieurs et cadres. La représentativité de la CGT se situe autour de 30%.

L'état a confié à l'ANDRA l'inventaire et le suivi des matières radioactives pour l'ensemble des secteurs industriels, médicaux, de recherche et des contrôles non destructifs.

Le projet CIGEO va entrer en phase industrielle et l'activité de l'ANDRA va se développer. Le chantier emploiera plusieurs milliers de travailleurs et le collectif attend beaucoup de la Fédération en termes d'appui et d'aide sur les garanties collectives notamment.

Depuis plus de 70 ans, le Commissariat à l'Énergie Atomique est la matrice de l'ensemble du savoir-faire français en matière de nucléaire, et assure le conseil auprès du gouvernement sur les stratégies civiles et militaires, nationales et internationales.

Cet EPIC est scientifiquement incontournable pour affronter les enjeux environnementaux et sociétaux que notre pays et plus largement l'humanité se doivent de résoudre. Ceci grâce aux chercheurs et techniciens du Commissariat qui depuis 1945 ont, par leur valeur et leur engagement, contribué à sa renommée.

Ils ont su s'adapter aux crises, qu'elles soient politiques, économiques ou sanitaires, et ont toujours donné le meilleur d'eux-mêmes pour l'indépendance énergétique et la souveraineté de notre pays.

Mais les restrictions sur les programmes de recherche publique, au profit de l'innovation, en structurant le secteur autour du partenariat public/privé affaiblissent notre capacité à relever les défis de demain.

C'est ce qui est clairement établi comme avenir pour le CEA, contraint de tutorer des start-ups chargées de développer les prochains réacteurs de recherche à sels fondus au détriment de moyens pérennes pour financer la recherche publique.

C'est ce qui se profile après demain pour développer la filière de réacteur nucléaire de 4^{ème} génération, nécessaire pour mieux fermer le cycle et respecter les traités internationaux de non-prolifération des matières radioactives.

La « *plus grande mine d'uranium disponible* » se trouve dans les piscines de refroidissement où est entreposé du combustible usé. La Fédération réaffirme qu'il est indispensable d'investir et de procéder à la poursuite du projet ASTRID qui permettrait aux générations futures de disposer d'une énergie abondante pour plusieurs centaines d'années.

Depuis **MARCOULE, SACLAY, VALDUC, CADARACHE**, ce sont les salariés de ces sites qui ont permis à la France de se doter d'une certaine indépendance énergétique.

La Fédération réaffirme le besoin criant de moyens pour la recherche. La reconnaissance financière des personnels et le sens au travail sont essentiels pour répondre aux nécessités sociales et environnementales et à la préparation de l'avenir, pour le Service Public de l'Énergie.

Par ailleurs, les salariés de TECHNICATOME, dont l'histoire est imbriquée avec celle du CEA, se sont retrouvés intégrés au Groupe AREVA entre 2001 et 2017. Ils ont dû mener une lutte importante pour éviter que l'entreprise ne soit dissoute.

C'est une entreprise intégrée qui fait la démonstration de son efficacité.

Ce sont ses compétences, qui ont été mises à profit pour développer le contrôle commande avec ALSTOM dans le ferroviaire. Elles seront aussi mises à profit pour engager le programme français des petits réacteurs modulaires, dont la puissance est comprise entre 50 et 300 Mégawatts électriques.

Tous les indicateurs économiques et financiers de l'entreprise sont au vert et battent des records mais la direction s'acharne à tirer les politiques sociales vers le bas. Ceci alors même que l'entreprise est très rentable et qu'elle a des perspectives d'activité et une visibilité dégagée sur plusieurs décennies.

7- Il s'agit maintenant d'aborder avec vous les perspectives de luttes pour la Fédération

A court terme, faisons la démonstration du rapport de force lors de la journée confédérale du 24 mars 2022 à l'initiative des 9 UCR. Cette journée permettra de porter les revendications des retraités, notamment celles de leur pouvoir d'achat et de leur qualité de vie. Inscrivons-nous dans la construction de cette journée pour dénoncer ce que subissent les retraités **et incitons** à la syndicalisation des actifs comme des retraités à cette occasion !

Depuis 2018, les Syndicats des Industries Électriques et Gazières ont, sans relâche, mené une bataille en interne et à l'externe **pour** l'avenir du Service Public de l'Énergie. A l'époque, en pleine lutte des Cheminots pour s'opposer à la privatisation de la SNCF et du Service Public du rail, nous avons fait le choix de mener de concert avec nos Camarades Cheminots la lutte **pour l'avenir du Service Public de l'Énergie**.

Il faut dire aussi que cette même année était discutée dans un débat public la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie, sous la direction de la ministre de l'Écologie, Élisabeth BORNE, devenue aujourd'hui la ministre du Travail.

S'est enchaînée une campagne de communication par des affiches, des flyers, des films « *Mains Basse sur l'Énergie* » et « *Gaz Flouze à tous les étages* », trois journaux « *100% Public* », des courriers d'interpellations des élus de la République, des députés, des sénateurs et des maires de France.

Puis tout le travail collectif réalisé pour la rédaction de notre Programme Progressiste de l'Énergie (PPE) avec dans un premier temps l'aboutissement de sa partie Électricité venant en dissonance contre la privatisation d'EDF vantée **par** son PDG mais aussi **par** le Gouvernement et en toile de fond **par** la Commission européenne.

Dernièrement, la partie Gaz du PPE a été finalisée et vient également contester l'énième transformation du périmètre du groupe ENGIE mais aussi sa privatisation totale.

Pendant quatre ans, les Électriciens et les Gaziers ont lutté pour s'opposer aux fermetures des sites thermiques et la perte de 10 GWh de capacité pilotable retirée du réseau auxquels s'ajoutent les 1,8 GWh de la centrale nucléaire de Fessenheim.

Aujourd'hui ces productions manquent à l'appel. Au même moment EDF est mis au pilori par le gouvernement qui augmente le plafond de l'ARENH pour les concurrents. Là aussi les limites du marché sont pointées !

Je salue tout le travail engagé par les élus du CSEC d'EDF SA qui veillent au quotidien, et qui défendent l'intérêt des salariés d'EDF SA par toutes leurs démarches, notamment avec la Campagne du CSEC « *#Pour une énergie publique* », mais aussi contre l'augmentation du plafond de l'ARENH.

Je salue aussi le travail des mandatés de la Fédération au Conseil Supérieur de l'Énergie qui ont, en Interfédérale, activement œuvré pour faire annuler le 3 mars 2022 la délibération de la Commission de Régulation de l'Énergie visant l'augmentation de 20 TWh d'ARENH, pour empêcher l'adoption des textes associés. Nous pouvons nous féliciter d'avoir contribué au rejet du texte modifiant les modalités de fonctionnement de l'ARENH. Le processus est donc tout simplement suspendu à date ! Une plainte sera d'ailleurs déposée sur ce sujet dans les prochains jours auprès de la Commission européenne pour ouvrir une procédure d'examen formelle à l'encontre du gouvernement français.

Cette séance du Conseil Supérieur de l'Énergie a également été marquée par une déclaration de la Fédération sur le Gaz. En effet, en lien avec la crise et la guerre en Ukraine, le gouvernement rétropédale et se voit dans l'obligation de mettre en œuvre ce que la Fédération revendique depuis des années.

Le retour à une réelle démarche de stockage gaz pour sécuriser l'approvisionnement notamment. C'est un désaveu du gouvernement de sa propre Programmation Pluriannuelle de l'Énergie actuellement en vigueur.

Je salue aussi l'engagement des camarades des CSEC d'ENEDIS et de GRDF qui ont, avec leurs moyens et les campagnes déployées, contribué à être visibles et audibles pour l'avenir du Service Public de l'Énergie.

Les stratégies des Groupes EDF et ENGIE sont totalement bousculées dans le contexte géopolitique actuel. Profitons de l'occasion pour rappeler notre portage revendicatif et sachons réaffirmer nos positions. Nos projets alternatifs sont réalistes, crédibles et réalisables. Ils répondent aux enjeux de demain.

Pendant quatre ans, **les Électriciens et les Gaziers ont aussi battu le pavé pour défendre les intérêts des usagers et l'avenir du Service Public de l'Énergie**. Des grèves, des rassemblements, des réunions publiques, des séances vidéo suivies de débats publics, des réunions conjointes avec des élus de la République, des distributions massives des journaux « *100% Public* », des manifestations régionales et **une grande manifestation nationale le 22 juin 2021**.

Cette lutte s'est inscrite sur le long terme dans une stratégie validée collectivement. Il ne serait pas réaliste de penser qu'en seulement quelques journées de grève, nous pourrions faire bouger tout un système capitaliste et néolibéral.

Mais avec beaucoup de sérieux et de détermination **soyons convaincus que c'est possible**. Notre projet de société doit nous y aider ! Nous sommes inscrits dans une lutte profondément idéologique.

N'oublions jamais que la génération de Marcel PAUL a su trouver sa voix et sa voie ! **Pourquoi** la génération que nous représentons ne serait-elle pas entendue, écoutée et nos revendications pas mises en œuvre ?!

Soyons convaincus que nous sommes capables de gagner.

Regardons ce qui se passe autour de nous. Le système se désagrège ! N'ayons plus de doute sur notre capacité à faire reculer les choix passés issus de politiques qui ont conduit à remettre en cause tout un programme issu du Conseil National de la Résistance.

Cette lutte, nous devons la poursuivre et la mener ensemble avec les Organisations de la CGT du Secteur Public qui mène aussi des batailles pour l'avenir des activités menacées de privatisation totale ou partielle.

Également, le 31 mars prochain, les Fédération des Services Publics, de la Fonction Publique, des Cheminots et des Organismes Sociaux appellent à une journée de mobilisations sous toutes ces formes afin d'alerter l'opinion publique sur les réels besoins pour l'avenir des Services Publics mais aussi pour les conditions de travail des agents, pour assurer la réponse aux besoins.

C'est aussi une journée durant laquelle il sera nécessaire de défendre les Statuts de chaque profession, Statuts qui sont menacés de disparation par le pouvoir néolibéral en place.

Je propose aux Délégués du 7^{ème} Congrès que la Fédération s'associe à cet appel du 31 mars 2022. Je propose aussi que les Syndicats des différentes professions se rencontrent et échangent dans chaque département pour organiser cette journée de luttes de tous les Services Publics. Profitons-en pour faire connaître la sortie de notre « 100% Public » n°4 qui vulgarisera la situation autour de l'énergie et portera les propositions de **notre PPE**. Il sera une aide aux militants pour mieux appréhender notre PPE.

Soyons convaincus, le Service Public **est** une Energie d'avenir.

Mes Chères et Chers Camarades, je nous souhaite des débats « **Offensifs, Solidaires, Engagés et Renforcés** » pour « *OSER* ».

Osons dans nos débats !

Retrouvons notre fraternité.

Notre camaraderie.

Osons donner du sens à la CGT !

Osons la lutte !

Osons la victoire !

Allons-y ensemble, avec nos syndiqués, pour gagner !

La lutte, ça paye !

Vive la lutte !

Vive le 7^{ème} Congrès ! Vive la CGT !